

SEFOR 2007

Être autrement ou ne plus être ❖ L'heure du bilan, le temps des grandes mutations

Tel sera le thème général du SEFOR 2007 qui se déroulera du 15 au 18 décembre à Rabat à l'aimable invitation de la Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision (SNRT)

Le texte introductif ci-dessous fixe les axes de la réflexion qui sera menée durant les séances en plénière et les Ateliers Télévision, Radio et Stratégie.

Ne dit-on pas souvent de nous, services publics, que nous sommes les dinosaures de la radio et de la télévision ?

Dinosaures, pourquoi pas ? Nous étions parmi les premiers habitants de la « planète médias »... nous étions les plus puissants, les plus grands, les plus nombreux.

Certains pensent que les dinosaures ont disparu brutalement suite à une catastrophe naturelle.

D'autres expliquent leur disparition par la compétition impitoyable qui s'était installée entre espèces.

Quoi qu'il en soit... les dinosaures ne sont plus ! Et les services publics ?

Serons-nous les victimes de nouvelles espèces de médias ? Serons-nous balayés par le raz-de-marée de la communication planétaire ?

Ou bien pourrons-nous nous adapter à temps sans nous perdre en chemin ?

Transition, mutation, évolution... oui, mais pourquoi et comment ?

Devant la multiplicité des enjeux et la diversification des moyens de communication, il semble nécessaire de faire d'abord un peu d'introspection pour mieux connaître nos forces et nos failles.

Qui sommes-nous ? Qu'avons-nous la possibilité de devenir ? Comment fonctionnons-nous actuellement ? Avec quels moyens ? Quels sont nos besoins, nos ressources, nos manques ?

Quel est le contexte médiatique dans lequel nous évoluons ? Comment nous positionnons-nous dans ce contexte ? A quoi, à qui devons-nous faire face ?

Que nous soyons déjà sur la route du changement ou pas encore engagés dans un processus de mutation, il conviendra donc, lors du SEFOR 2007, d'identifier avec précision la situation actuelle des services publics. Nous pourrons alors tenter de définir les orientations stratégiques et les actions à mener à court, moyen et long terme selon les spécificités et les contraintes de chacun.

Donc, après l'introspection, la prospection : quelles sont nos réflexions ? Nos solutions ?

D'abord l'argent ! Le « nerf de la guerre » !

Tous les services publics n'étant pas financés de la même manière, tous n'ayant pas les mêmes budgets de fonctionnement, des clivages s'opèrent, des écarts se creusent... et se creusent encore plus quand on les compare avec les moyens de fonctionnement de la nouvelle concurrence.

Nous devons, dès à présent, être à même de regarder en face nos difficultés et de solliciter fermement nos décideurs pour obtenir les budgets suffisants à une organisation optimale de nos radios et télévisions ? Saurons-nous les sensibiliser au « coût du changement » ?

Toujours à propos de financement : quelle part du budget réserve-t-on, dans le service public, à la production, à l'information, aux investissements techniques, à la maintenance des outils, à la bonne gouvernance, à la formation, aux ressources humaines... ?

Et comment arriver à une gestion financière performante de chaque secteur en fonction de la mutation des métiers, des techniques, des savoirs et de l'impact des nouveaux médias ?

Ensuite, il y a la confrontation, celle qui est au cœur du débat sur l'avenir de nos organismes : le service public face à la mondialisation !

Les vecteurs du son et de l'image croissent et se multiplient.

Internet et la téléphonie mobile donnent au consommateur les moyens de décider du *où, quoi, quand, comment* en terme d'accès à l'information.

Quelles questions pose cet accès mondial au matériel audiovisuel et, plus généralement, à la connaissance ? Quelles réactions les « consommateurs » ont-ils face à cette abondance ?

Et quel est l'impact de ces nouveaux médias sur « l'espérance de vie » de nos services publics ?

Dans les pays du Nord, on prépare la riposte en envisageant de nouveaux formats, de nouveaux contenus, des synergies entre médias, une diversification dans les partenariats, une nouvelle éthique de l'information, la mise en place de nouveaux outils de mesure d'audience et de pondération, l'acquisition des droits de diffusion...

Au Sud, on avance vers la maîtrise des outils numériques et l'adaptation à tout nouveau moyen de communication audiovisuelle, né de l'évolution technologique.

La qualité de nos contenus et notre capacité à valoriser la diversité culturelle de nos auditoires seront-elles nos planches de salut ?

Un autre défi auquel doit faire face le service public est la nécessité d'évaluer mieux ses besoins et ses attentes en matière de partenariats de façon à accroître ses chances de faire face à la concurrence.

Il est loin le temps où nous pouvions nous permettre de vivre en vase clos. Mais faut-il pour autant favoriser les relations avec les producteurs ⇨

audiovisuels privés pour améliorer qualitativement et quantitativement la diffusion de productions endogènes sur nos antennes ? Et qu'en est-il de la création du cadre dans lequel pourraient s'épanouir ces relations ? Quelles questions pourrait-on se poser aussi sur les bouleversements générés, au sein du service public, par ces relations public-privé, en terme de délocalisation des moyens techniques et humains ?

D'autre part, la coopération Nord-Sud dans le domaine de l'audiovisuel constitue un apport financier, matériel et en savoir non négligeable. Comment optimiser cet apport et apporter les bonnes réponses aux besoins des radios et télévisions ?

Qu'en est-il aussi des avantages et des difficultés rencontrés dans les relations entre les services publics et les pouvoirs publics, les organisations internationales, les distributeurs, les opérateurs de télécoms et tout autre partenaire actuel ou à venir ?

Enfin, les services publics peuvent-ils créer entre eux des liens de partenariat suffisants pour lutter contre la concurrence tout en remplissant leur mission ?

Dernier point d'importance : l'environnement législatif et réglementaire dans lequel évolue le service public.

Pour tenir debout, chaque organisme vivant a besoin d'un squelette, assise solide et fiable qui permet de fonctionner pour atteindre une performance acceptable, voire enviable.

Les services publics devraient donc tous pouvoir disposer de statuts, de cahiers des charges, de contrats de gestion... et de tout outil menant à la définition des moyens de l'exercice de leurs missions. D'autre part, l'arrivée des nouveaux médias demande que l'on se penche sur la création d'un environnement juridique adapté à tous les outils de communication audiovisuelle.

Nous pensons que les dinosaures ont disparu, faute d'avoir pu s'adapter.

Disparus ? Non ! Ils ont vraisemblablement donné naissance aux oiseaux .

Quant à nous, prendrons-nous aussi notre envol ?

ORGANISMES

L'Union Africaine de Radiodiffusion (UAR) se fixe de grands objectifs

L'Union Africaine de Radiodiffusion (UAR) a invité le CIRTEF à prendre part à sa première Assemblée générale ordinaire qui a eu lieu début septembre à Nairobi au Kenya. On peut dire que l'URTNA renaît de ses cendres sous une nouvelle forme qui se veut plus efficace et plus audacieuse. Le but visé par l'UAR est de parvenir le plus rapidement possible à un autofinancement pour ne pas connaître le sort de l'URTNA. Pour cela, l'accent sera mis sur les événements sportifs (Coupe du Monde, Jeux olympiques), sur la publicité, etc. Toutes les opportunités seront exploitées grâce à un plan commercial. Vingt membres actifs étaient présents à Nairobi et l'ouverture vers les privés est amorcée.

Monsieur **Lawrence ATIASE**, jusque là directeur général par intérim de l'UAR, a été confirmé dans ses fonctions par l'Assemblée générale, conformément à une recommandation du Conseil exécutif.



État des lieux du français dans le monde

Le CIRTEF a pris part à une réunion d'information, de consultation et de partenariat organisée par l'OIF à Paris le 17 septembre dernier.

L'objectif visé est de faire le point sur l'utilisation de la langue française dans le monde. Le document de synthèse qui sera réalisé à partir des données recueillies auprès des membres de l'OIF, des non-membres, des partenaires et de diverses sources permettra de définir des actions à mener. Le CIRTEF a adressé un questionnaire à ses membres pour ce qui concerne la radio et la télévision. L'apport de tous est vivement souhaité et attendu..

Nominations

RTG chaîne 1 (GABON)

Monsieur David ELLA MINTSA est le nouveau directeur général tandis que monsieur Georges Gauthier REVIGNET est nommé directeur général adjoint chargé de la TV et monsieur Clément OKINDJA directeur général adjoint chargé de la Radio. Le nouveau directeur des programmes et de la production TV est monsieur Jean-Pierre IDANGA.

ERTT (TUNISIE)

Le paysage audiovisuel du secteur public vient de connaître une importante mutation longtemps attendue. Il s'agit de la **séparation de la Radio et de la Télévision**. Ainsi l'ERTT vient de donner naissance à deux organismes publics indépendants à caractère industriel et commercial :

- ▶ La **Radio Tunisienne** regroupant l'ensemble des chaînes radio publiques (4 nationales et 5 régionales),
- ▶ La **Télévision Tunisienne** regroupant les 2 chaînes publiques TV.

Suite à cette décision, M. **Moncef GOUJA** vient d'être nommé PDG de la Télévision et M. **Mansour M'HENNI**, PDG de la Radio.

FESTIVAL

Festival international Médias Nord Sud

Soucieux des enjeux du futur et des inégalités Nord Sud, le Festival International Médias Nord Sud poursuit sa démarche. Après s'être interrogé sur « la fin du pétrole », « Le développement de la Chine » et « Le réchauffement de la planète », il abordera cette année : **« L'Inde, future puissance mondiale »**



Son développement, son économie, son impact sur les pays occidentaux, son cinéma, sa culture. Comme chaque année, le Festival aura lieu sur quatre jours, du **2 au 6 octobre 2007**, au Bâtiment des Forces Motrices, magnifique espace industriel du 18ème siècle situé au cœur de Genève.